

Remis au Commissaire enquêteur le 2/10/2019.

L63

Association ' Écologie val de l'Eyre ' (ASEVE)  
Mairie de Salles  
33770 Salles

contact: 0608288921  
[ecologievaldeleyre@orange.fr](mailto:ecologievaldeleyre@orange.fr)

Objet !

Contribution a l'Enquête publique, révision POS et élaboration PLU,  
Ville de Salles

dépôt le 02 10 2019

Mr le commissaire Enquêteur

Veuillez prendre en compte nos observations et informations dans les domaines suivants, auxquels nous sommes très sensibles et attachés !

-( Page 2 et 3 ) Schéma Régional de Cohérence Ecologique

- ( Page 4 ) Zone agricole protégée, ou ZAP,

la ZAP ne garantit pas la viabilité ou pérennité de l'agriculture, mais elle est un outil de protection du foncier agricole.

Urbanisme **ZA** AGRICOLE (articles L 123.1.5 et R 123.7 du code de l'urbanisme) La constructibilité de la zone agricole est encadrée par les deux articles ci-après ....

**ZA** Maraîchage, élevage , produits bio , locaux pour répondre a des circuits courts, a une nourriture familiale, et collective ( cantine )....pour répondre a une nourriture saine, a un mouvement contre la mal-bouffe , Création d'installation de jeunes agriculteurs ! Sur des surfaces de 2 000 à 5000 M2

-( Page 5 ) STECAL ( Secteur de Taille Et Capacité d'Accueil Limitées

A titre exceptionnel, le règlement peut délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisé .....

urbanisme ! Élaborer un RPL I ( Règlement de Publicité Intercommunalités)

1

Nous vous demandons une application stricte dans la révision du POS et élaboration du PLU, concernant :  
**le Schéma Régional de Cohérence Ecologique**

## Schéma Régional de Cohérence Ecologique

### Une Trame Verte et Bleue pour lutter contre l'érosion de la biodiversité

Face à la dégradation globale et rapide de la biodiversité, la préservation des espaces naturels remarquables et ordinaires est essentielle. Ces milieux constituent des zones de circulation, de repos, de nourriture et de reproduction pour la faune, des zones de dissémination pour la flore, et participent à la diversité génétique et au bon fonctionnement des espèces.

Les continuités écologiques, formées de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques jouent un rôle fonctionnel pour la conservation des espèces de faune et de flore. La Trame Verte et Bleue du territoire constitue ce maillage de milieux naturels, terrestres et aquatiques.

Dans certains secteurs particulièrement, des pressions anthropiques fortes tendent à fragmenter ou à couper ces continuités et donc à réduire la biodiversité: étalement urbain en périphérie des agglomérations ou sur le littoral, mitage en milieu rural ou sous influence urbaine, agriculture intensive, nouvelles infrastructures de transport, barrage, etc...

Face à ce constat, la nécessité de veiller au maintien et à la consolidation d'un réseau écologique dense est importante sur le territoire aquitain. Dès 2009, cette notion de continuité écologique est apparue dans les orientations de la politique régionale en faveur de la préservation de la biodiversité. Une étude relative à la Trame Ecologique de la Région Aquitaine avait été réalisée entre 2009 et 2011 pour élaborer un premier état des lieux des continuités écologiques.

### Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

la loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant Engagement national pour l'Environnement a défini l'obligation pour l'Etat et les Régions d'identifier leur Trame Verte et Bleue régionale dans le cadre d'un Schéma Régional de Cohérence Ecologique.

L'objectif du SRCE est, sur la base d'un diagnostic des continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors identifiées dans un atlas



cartographique à l'échelle 1/100000ème) de définir les enjeux prioritaires pour la préservation et la remise en état des continuités écologiques régionales et de déterminer un plan d'actions stratégique pour y répondre.

La DREAL et la Région Aquitaine ont donc lancé conjointement la démarche d'élaboration du SRCE aquitain au début de l'année 2012. Après une phase importante de concertation, le projet, arrêté en avril 2014 par le Préfet de Région et le Président du Conseil régional est soumis à la consultation des personnes publiques associées, jusqu'à l'automne 2014, puis à enquête publique début 2015, avant d'être adopté par arrêté du Conseil régional et arrêté du Préfet.

Les documents soumis à consultation sont les suivants:

- Volet A - Diagnostic des continuités écologiques ( Annexes )
- Volet A - Enjeux
- Volet B - Composantes de la Trame Verte et Bleue (Annexes 1ère partie/ Annexes 2ème partie)
- Volet C - Atlas cartographique
- Volet D - Plan d'actions stratégique
- Volet E - Dispositif de suivi et d'évaluation
- Volet F - Résumé non technique

#### Contact

Sophie Kerloch / Responsable de l'Unité Aquitaine nature et réseaux : [sophie.kerloch@aquitaine.fr](mailto:sophie.kerloch@aquitaine.fr)

Aurélia Maisonneuve / Chargée de mission Trame Verte et Bleue : [aurelia.maisonneuve@aquitaine.fr](mailto:aurelia.maisonneuve@aquitaine.fr)

La **Zone agricole protégée**, ou ZAP, créée — en France — par la Loi d'orientation agricole de 1999<sup>1</sup> désigne un zonage de protection foncière.

C'est un des outils d'aménagement du territoire, de réflexion et de protection, visant à mieux prendre en compte la vulnérabilité de certains espaces agricoles face à la périurbanisation et à la construction d'infrastructures de diverses natures. La loi paysage permet aussi de classer et protéger certains éléments du paysage rural (alignements d'arbres, bocage, etc.).

À elle seule, la ZAP ne garantit pas la viabilité ou pérennité de l'agriculture, mais elle est un outil de protection du foncier agricole.

Cette notion peut éventuellement aussi être évoquée dans le cadre de mesures conservatoires ou compensatoires, par exemple dans le cadre de remembrements ou d'une directive régionale d'aménagement visant à limiter les pressions de périurbanisation, ou dans le cadre de la trame verte et bleue, par exemple pour protéger des milieux prairiaux ou bocagers et les services écosystémiques qu'ils rendent

---

*Au Paragraphe /page 3 du document administratif de 10 pg !*

La Commune doit nécessairement continuer à développer les équipements, les services ...., il est inscrit !

1/Ouverture sur l'Eyre ! La pression en période estivale sur l'Eyre est importante (location des canoés/kayacs et va a son encounter de riviere naturelle /sauvage

Les bériges de l'Eyre sur 10 a 30m suivant les lieux sont classées 'Natura 2000'

2/Disposer de zones d'Accueil d'Entreprise ! La CDC a crée une zone d'activités de plusieurs hectares ! les entreprises autres qu'artisanales familiales n'ont pas a s'implanter ailleurs et suivant la loi !



## Construire en zone naturelle du PLU

### Les règles de construction en zone naturelle modifiées par la Loi ALUR

A l'occasion de la révision du Plan Local d'Urbanisme, la Commune peut insérer les nouvelles dispositions de la Loi ALUR.

A titre exceptionnel, la Commune peut délimiter dans les zones naturelles de son Plan Local d'Urbanisme, des **Secteurs de Taille Et Capacité d'Accueil Limitées dits STECAL**.

Dans ces STECAL peuvent être autorisées :

- Des constructions,
- Des aires d'accueil et terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage,
- Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

#### La délimitation des STECAL sous contrôle

La Commune devra obtenir l'avis favorable de la Commission départementale de la nature des sites et des paysages pour délimiter ces secteurs dans son PLU, qui précisera les conditions de constructibilité. Voir Article 157 – 6° de la Loi ALUR et L 123-1-5 du Code de l'urbanisme.

L'article L 151-13 du Code de l'urbanisme modifié par la LOI ELAN du 23 novembre 2018 établit une liste non exhaustive des **critères exceptionnels permettant la qualification des STECAL**, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou la desserte par les réseaux ou équipements collectifs.

#### Le changement de destination des bâtiments en zone naturelle

La Commune, peut désigner dans son PLU – Plan Local d'Urbanisme, les types de bâtiments pour lesquels est autorisé le changement de destination.

Il ne s'agit pas pour la Commune d'identifier chaque bâtiment concerné sur sa commune. Il s'agit **d'identifier un type de bâtiment, décrit dans le règlement du PLU**. Ces nouvelles dispositions de la Loi ALUR pourront être appliquées sous le contrôle de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

#### L'extension des bâtiments d'habitation situés en zone naturelle

La Commune peut autoriser l'extension d'un bâtiment existant dans le respect de la qualité paysagère du site (insertion dans l'environnement, compatibilité avec le maintien du caractère naturel de la zone).

L'article 25 VI de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, publiée le 14 octobre 2014, autorise l'extension des bâtiments d'habitation situés en zone agricole ou naturelle (N ou A).

Cela ne doit pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement du PLU doit préciser les conditions qui permettent la compatibilité de ces extensions avec le caractère de la zone dans laquelle elles se situent.

#### Les STECAL : zones d'exception au sein des zones naturelles

Dans beaucoup de communes rurales, subsistent des « pastilles » appelées STECAL. Imaginons une petite pastille sur un plan de zonage pour délimiter un micro secteur en zone naturelle où sont autorisées les constructions. On évitera de rentrer dans le détail de la création de ces micro zone par peur de perdre nos derniers lecteurs. ☺

La ministre du logement s'est exprimée le 11 décembre 2014 au sujet des STECAL :

- En résumé, la loi ALUR préserve l'intégralité des STECAL existants avant la Loi ALUR.
- En traduction, la loi ALUR ne devrait pas mettre de freins aux projets de constructions sur les STECAL.

#### Le PLU en cours de modification ouvre la porte aux négociations

Ainsi, c'est le moment pour tout propriétaire de se manifester et de solliciter l'examen de sa situation par la Commune. En effet, il faut être présent lors de l'enquête publique, lors des réunions de concertation, lors des éventuelles réunions de travail organisées par la Commune.

Par conséquent, savoir faire ressortir son cas, ses motivations et ses demandes nécessite une bonne connaissance de ses droits.

Le propriétaire pourra ainsi négocier et obtenir :

- l'autorisation de changer la destination d'un bâtiment agricole, type hangar en habitation,
- l'intégration de son terrain dans un STECAL,
- l'autorisation de procéder à des travaux d'extension d'un bâtiment existant.

Tout cela par écrit, seule trace possible de la réalité d'une demande précise à un moment précis :

1. Courrier argumenté lors de l'élaboration du projet avant enquête publique,
2. Courrier argumenté adressé au commissaire-enquêteur lors de l'enquête publique.